

Avenir Suisse plaide pour un démantèlement de La Poste

STRATÉGIE Le géant jaune s'est dispersé dans des activités trop éloignées de son cœur de métier, estime le groupe de réflexion libéral. Qui appelle à réorganiser en profondeur l'entreprise publique, impliquant une séparation d'avec PostFinance et CarPostal

ALEXANDRE BEUCHAT

Aujourd'hui, La Poste suisse figure régulièrement parmi les meilleures au monde en matière de qualité et de fiabilité, selon l'Union postale universelle. Mais elle n'échappe pas à une tendance globale: le volume de courrier recule et les guichets sont de moins en moins fréquentés. Plutôt que d'adapter son offre à ces évolutions, l'entreprise s'est lancée dans une expansion tous azimuts, encouragée par des objectifs stratégiques trop larges, déplore Avenir Suisse dans une étude publiée hier.

Ces dernières années, l'entreprise a multiplié les acquisitions dans la cybersécurité, les logiciels d'entreprise et les services cloud, dans l'espoir de compenser le déclin de son activité de base. Mais ces initiatives se sont révélées coûteuses et peu rentables, tout en suscitant des tensions avec des prestataires privés.

Dépolitisier La Poste

Le laboratoire d'idées prône un recentrage radical. Selon l'auteur de l'étude, Christoph Eisenring, la situation actuelle place La Poste face à un «trilemme» insoluble: offrir un service exemplaire, verser des dividendes élevés et garantir la neutralité concurrentielle. Le plan proposé vise à sortir de cette impasse en «démantelant les structures obsolètes du service public».

Première étape: rompre l'imbrication entre politique, administration et entreprise. La Confédération devrait gérer sa participation dans La Poste par l'intermédiaire d'une société de participation. Cette séparation permettrait à La Poste de se concentrer sur la fourniture efficiente du



Un ancien logo postal sur le point d'être remplacé par celui créé pour les 175 ans du géant jaune. (BERNE, 1ER JANVIER 2024/CHRISTIAN BEUTLER/KEYSTONE)

service universel, sans subir de directives politiques contradictoires.

Deuxième axe: moderniser le marché postal. Avenir Suisse estime que la concurrence est le meilleur levier pour maintenir la qualité et l'efficacité du service. Il plaide ainsi pour la suppression du monopole résiduel sur le courrier. Troisième priorité: se concentrer sur le cœur de métier, à savoir le transport de lettres et de marchandises. Le rapport prône aussi un recentrage numérique. En tant qu'en-

treprise publique, La Poste devrait se limiter aux services étroitement liés à son activité de base.

La question du financement

Enfin, le think tank libéral recommande l'autonomisation des sociétés CarPostal et PostFinance. La première pourrait être gérée de manière indépendante ou vendue à une entreprise de transport existante. Quant au bras financier de La Poste, il pourrait être vendu dans son intégralité

ou introduit en bourse. En contrepartie, l'interdiction de crédit serait levée et PostFinance deviendrait une banque traditionnelle.

L'étude «met le doigt sur les conflits d'intérêts pratiquement insolubles que connaît La Poste», réagit le conseiller national Olivier Feller (PLR/VD). «L'entreprise multiplie les acquisitions hors de tout cadre légal, mais le Conseil fédéral laisse faire en échange du dividende de 50 millions de francs que la Confédération reçoit.» ■

Mais à ses yeux, l'analyse d'Avenir Suisse souffre d'un défaut majeur: «Je ne comprends pas comment, dans un marché libre, ce qui subsisterait de La Poste pourrait être financé. Si l'on envisage un démantèlement, il faut impérativement répondre à la question du financement des missions de base.» En se séparant de PostFinance, le géant jaune se priverait d'un segment qui a longtemps été considéré comme la vache à lait du service universel. Même en 2024, une mauvaise année pour PostFinance, celle-ci a contribué pour moitié au résultat d'exploitation de La Poste.

La publication d'Avenir Suisse intervient alors que le Conseil fédéral a lancé en août dernier le chantier de la transformation de La Poste. Albert Rösti veut donner «plus de flexibilité» au géant jaune en raison de l'importance croissante du numérique tout en garantissant «la qualité du service universel». La réforme devrait entrer en vigueur seulement à partir de 2030.

«Fantasme ultralibéral»

Pour le conseiller aux Etats Baptiste Hurni (PS/NE), l'étude «illustre tout ce qu'il ne faudrait pas faire». Selon lui, Avenir Suisse cherche «à réduire La Poste à sa portion congrue, reprenant ainsi le fantasme des ultralibéraux: nationaliser les pertes et privatiser les bénéfices. Le moment où sort ce manifeste idéologique n'a rien d'un hasard, puisqu'il coïncide avec le lancement du processus de révision de la loi sur La Poste. Il s'agit d'une stratégie claire d'affaiblissement du service public en imposant un carcan à ses activités. On ne peut pas couper les ailes de La Poste et ensuite se plaindre qu'elle ne vole pas», conclut-il.

Dans une prise de position, La Poste indique avoir pris connaissance de l'étude. Pour l'entreprise, «il est indéniable que le service public doit être modernisé. Une perspective globale est absolument indispensable dans cette discussion: l'étendue des prestations, le financement, la surveillance et le domaine d'activité de La Poste doivent être considérés dans leur ensemble.» ■